

L'évaluation des politiques publiques peut-elle contribuer à la mesure du développement ?

L'exemple du Code de Développement de la province Nord, Nouvelle-Calédonie.

JM. Sourisseau¹, PM. Bosc², S. Bouard¹, C. Gaillard³, JF Bélières¹ M. Passouant⁴

¹ Cirad ES, UMR ART-Dev, ² Cirad Es, UMR MOISA, ³ DDEE, province Nord de la Nouvelle-Calédonie ⁴ Cirad Es, UMR TETIS,

À partir d'une expérience de construction d'un cadre méthodologique d'évaluation des politiques de développement partagée entre autorités politiques, cadres et techniciens de l'administration et chercheurs, cette communication entend contribuer au débat sur la mesure du développement pour l'action et participer à la caractérisation des pratiques évaluatives.

Il est maintenant avéré que les perceptions du développement sont plurielles parce qu'elles renvoient à différentes représentations du monde et perspectives d'avenir (Escobar, 1996 ; Latouche, 1988, Rist, 1995). L'évaluation des politiques de développement et ses méthodes, aussi diverses soient-elles (Patton 1987 et 1997, Stufflebeam 2004), prend difficilement en compte cette diversité. Des tentatives ont été menées à travers la construction et la mise en œuvre de démarches d'évaluations diverses (Weiss 1998, Jacob 2005). Dans ces approches, l'évaluateur, même s'il garde un grand contrôle sur le processus, s'assure de comprendre et de prendre en compte l'ensemble des enjeux de développement et des valeurs sous-jacentes en ayant recours à une pluralité de perspectives et de points de vue.

Dans cette perspective, nous faisons l'hypothèse que l'évaluation des politiques publiques peut, dans certains cas, être menée en partenariat étroit avec les élus et les cadres de l'administration pour mieux prendre en compte les objectifs visés dans leur nuances, souvent gommées sous une formulation standardisée proche des jargons technicistes du moment. Cette évaluation adossée à ce partenariat et affranchie des standards usuels, peut fournir une mesure contextualisée du développement au niveau local, susceptible de renseigner tout à la fois les choix spécifiques de développement, et la capacité des politiques mises en œuvre à y répondre.

C'est l'expérience acquise dans le cas de la province Nord de la Nouvelle-Calédonie et de l'évaluation de son code de développement (CODEV), qui nous amène à formuler cette hypothèse, versée au débat de cette conférence.

Notre proposition s'organise en quatre parties. La première concerne la situation calédonienne et les politiques de développement engagées ; le processus de fabrication du modèle provincial de développement y est également explicité. Ensuite, la méthodologie de construction et la mise en œuvre de l'évaluation du CODEV sont détaillées, en replaçant celles-ci très succinctement dans l'éventail des évaluations des politiques. Puis les résultats les plus significatifs sont décrits, ainsi que leur capacité à rendre compte des représentations locales des politiques et leur contribution à la mesure du développement de la province Nord. Enfin, les enseignements possibles de cette expérience dans le débat plus global de la contextualisation et de l'appréciation du développement sont discutés.

INTRODUCTION AU TERRAIN

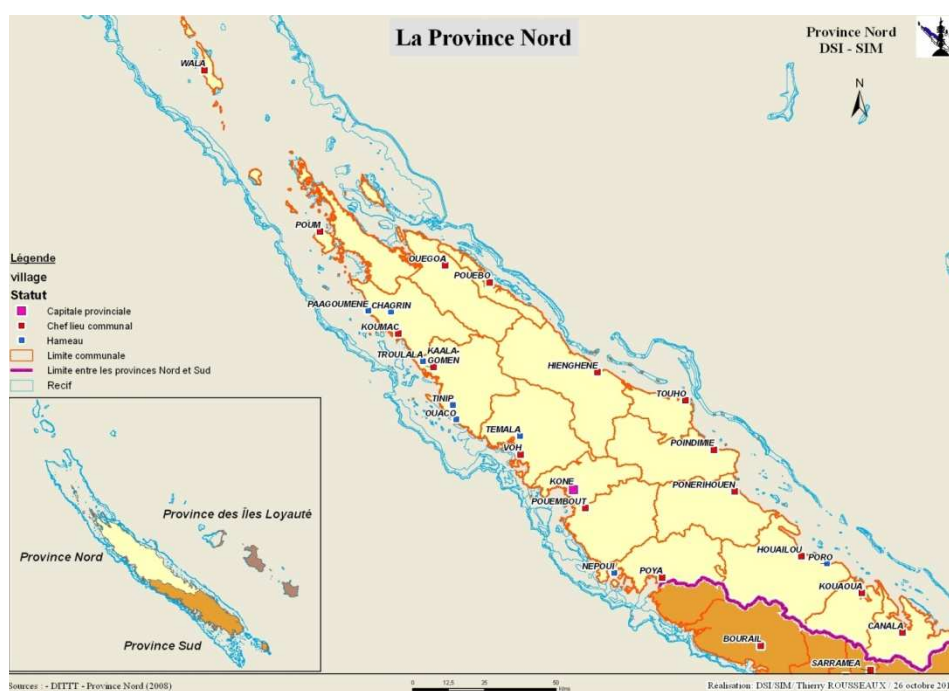
La Nouvelle-Calédonie : un contexte de décolonisation original

La Nouvelle-Calédonie, 150 ans après sa prise de possession par la France, connaît un processus inédit de décolonisation négociée. La montée du mouvement kanak indépendantiste dans les années 1970, la polarisation de l'arène locale en deux camps (indépendantiste et loyaliste), la phase violente dite des « Événements » des années 1980, puis le retour à la paix civile avec les accords de Matignon-Oudinot de 1988 et, enfin, la décolonisation négociée inscrite dans l'accord de Nouméa en 1998, rythment les séquences politiques récentes. Les accords de 1988 ont surtout pour originalité de partager le pays en trois provinces dotées d'importantes compétences, instaurant un fédéralisme permettant l'expression de projets économiques et politiques différenciés : les provinces Nord et des Îles sont réputées indépendantistes, et la province Sud, loyaliste.

La province Nord

La province Nord comptait 45 000 habitants en 2009 (soit 18,4% de la population du territoire) et 19 communes (cf. carte ci-dessous). La jeune capitale régionale Koné concentre les principales administrations, l'artisanat et le tertiaire privé. La zone des communes de Voh, Koné et Pouembout, sur la côte Ouest, va accueillir l'usine métallurgique du Nord, le plus important projet de la Province avec un impact significatif à l'échelle du marché mondial du nickel. Le chantier de sa construction (6 000 personnes en 2011) puis les retombées de sa mise en production cristallisent les enjeux et les activités et polarisent fortement le développement provincial. Les autres communes de la côte Ouest et celles du Sud de la côte Est sont fortement marquées par les activités extractives, mais avec des fonctionnements davantage en enclaves, tandis que le Nord de la côte Est, sans nickel, a une vocation d'agriculture et de pêche vivrières et de tourisme.

Figure 1 : Carte administrative de la Province Nord de la Nouvelle Calédonie



L'agriculture, comme ailleurs en Nouvelle-Calédonie, connaît un développement dual qui, s'il doit bien évidemment être nuancé du fait de l'inétanchéité des catégories, demeure structurant. Cohabitent une agriculture kanak présente dans toutes les tribus¹, majoritairement identitaire et vivrière avec comme cultures principales des plantes à tubercules, et une agriculture caldoche² localisée plutôt sur la côte Ouest, davantage insérée au marché et fondée sur l'élevage bovin extensif, le maraîchage et quelques grandes cultures (Sourisseau et al 2010).

L'investissement dans une importante usine à Nickel, combiné à des transferts en provenance de la France toujours conséquents, prolonge un modèle de développement fondé sur la dépendance et l'extraversion d'une économie de comptoir abondamment dotée en ressources naturelles³ (Freyss 1995). Cependant, les politiques menées au cours de ces 20 dernières années donnent à voir l'émergence d'une voie originale, dans laquelle le volontarisme politique et les logiques de réparation interrogent nos représentations du développement et les conditions de sa mesure (Grochain et al à paraître).

Le Code de développement (CODEV) et la trajectoire politique de la province Nord

Le Code de Développement (CODEV) est l'outil principal de la province Nord d'appui au développement économique et aux initiatives individuelles et collectives. Entre 1989 et décembre 2008, le CODEV a participé au financement de 3 362 projets pour 2 720 promoteurs⁴, correspondant à des plans de financement de 82 millions € et à des subventions versées de 9,4 millions €⁵. Tous les secteurs économiques et toutes les communes de la province sont concernés (Gaillard et al 2011). De par son ampleur, le dispositif est indissociable de la trajectoire politique du Nord depuis la provincialisation. Le modèle provincial de développement puise dans la colonisation et la résistance du peuple kanak, mais aussi dans la trajectoire de l'idéologie française de la décolonisation. Les leviers du développement seraient pluriels, de façon à échapper au risque culturel d'une pénétration marchande incontrôlée (Bensa et Freyss 1996, Demmer 2010, Bouard 2011).

Durant la période 1988 à 1998, il s'agissait de construire une organisation provinciale après une longue période de confiscation du pouvoir par Nouméa et de politiques coloniales. L'invention d'une administration se conjugue avec l'urgence à agir. En 10 ans, l'exécutif et l'administration provinciaux doivent faire la preuve de leur crédibilité de gestion, en commençant par la réalisation d'infrastructures routières, de santé et d'éducation qui font gravement défaut dans le Nord. Dans le même temps, les indépendantistes font clairement le choix de l'exploitation du nickel, puis de la

¹ Les tribus s'apparentent à des villages ; elles ont été créées en 1867 pour faciliter le regroupement des Kanaks.

² Pratiquée pour l'essentiel par des descendants des colons français.

³ La Nouvelle-Calédonie 5^{ième} producteur, détiendrait 20 à 40% des réserves de nickel connues dans le monde.

⁴ En fait, le CODEV a financé 3 446 projets dans la période, mais 84 sont en fait assimilés aujourd'hui à des projets dits « structurants » et échappent à la logique du développement local.

⁵ Il est remarquable que l'environnement, pourtant sujet sensible dans un territoire dont la biodiversité est mondialement reconnue et dont le lagon vient d'être inscrit au patrimoine mondiale de l'UNESCO, soit absent des différents textes qui ont structuré le CODEV. L'ambition provinciale était de ne pas afficher la conservation environnementale comme un objectif isolé, de ne pas en faire une direction spécifique, mais de l'intégrer à toute action de développement économique et social. Priorité était donnée au rééquilibrage économique et social. Aucun objectif environnemental précis n'a été fixé jusqu'en 2008, ce qui constitue indéniablement une limite du dispositif et qui a rendu impossible la prise en compte de cette dimension dans l'évaluation du CODEV.

métallurgie, et obtiennent une participation majoritaire d'une usine de transformation du nickel dans le Nord. Mais la priorité donnée aux infrastructures et au nickel entre en tension avec la nécessité de toucher rapidement le plus grand nombre possible d'individus, qui sont souvent d'anciens militants.

L'Accord de Nouméa en 1998 ouvre de nouvelles perspectives, en repoussant la décision sur le statut à 2014, tout en garantissant la construction de l'usine du Nord et en confortant le modèle fédéral. La crédibilité de gestion des exécutifs indépendantistes semble par ailleurs acquise après 10 années positives d'exercice du pouvoir, et le gouvernement collégial de la Nouvelle-Calédonie garantit la portée « nationale » de l'action provinciale. L'Accord de Nouméa est aussi porteur de nouveaux mots d'ordre, le destin commun et l'émancipation s'ajoutent aux objectifs de rééquilibrage.

L'exécutif provincial reformule en 1999 son modèle de développement économique autour de la nécessaire articulation entre des projets structurants, portés par un fort interventionnisme public et censés garantir la croissance économique, et des programmes dits « de développement local », censés permettre à la population de faire son choix de développement dans le respect de ses spécificités sociales et culturelles. Des programmes spécifiques de développement local se déploient avec, en particulier, une montée en puissance du CODEV. Le référentiel provincial de développement est, dès 2004, relativement stabilisé. Cependant l'exécutif et ses services éprouvent le besoin de mieux évaluer leur action pour la faire évoluer. Un Plan d'action économique (PAE) est élaboré et devient le document de référence du développement auquel le CODEV s'adapte.

Globalement, si en 2010 le rééquilibrage en faveur du Nord est largement inabouti et que le Sud continue de concentrer les activités et la richesse, les déséquilibres ont au moins été maîtrisés. La province Nord a connu un développement sanitaire, social et économique considérable (Cerom 2008), qui tranche avec son délaissement durant la période coloniale. Pour autant, la dimension qualitative de ce développement et sa conformité avec les orientations politiques de l'émancipation, méritaient d'être mieux renseignées. C'est en partie à cette ambition que l'évaluation du CODEV, commandée par la province Nord à l'Institut Agronomique néo-Calédonien, entendait répondre.

APERÇUS SUR LES CONDITIONS D'ÉMERGENCE DE L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES EN FRANCE ET EN NOUVELLE-CALÉDONIE

La France, par tradition centralisatrice, ne développe qu'à partir des années 1980 une « *culture de l'évaluation* » (Monnier et Duran 1992). Ce développement est imposé par la complexification de l'action publique, le besoin de légitimer l'Etat et de mieux piloter, et du déploiement concomitant d'un corpus d'analyse des politiques. En Nouvelle-Calédonie, le retard est plus marqué encore : il faut en quelque sorte solder la dette coloniale, ce qui justifie de s'affranchir de l'obligation d'évaluer (Freyss 1995).

Ainsi, la Nouvelle-Calédonie des accords de Matignon ne fut pas concernée par le rapport Viveret sur « L'évaluation des politiques et des actions publiques », ni par sa traduction, via le décret n°90-82 du 22 janvier 1990, qui consacrait en France le Conseil Scientifique de l'Évaluation (CSE). De même la circulaire interministérielle du 9 décembre 1993, qui dans la vague d'euphorie européenne des politiques publiques faisait obligation aux régions d'évaluer les Contrats de plan avec l'Etat, n'a pas été

appliquée. L'Etat s'en tient à des négociations sur la foi de fiches programmatiques plutôt que d'introduire une distance technocratique et risquée avec les provinces calédoniennes. En 1994, une Chambre Territoriale des Comptes de Nouvelle-Calédonie est instituée avec mission « *d'examiner la gestion du territoire, des provinces et de leurs établissements publics* » (Code des juridictions financières, livre II, deuxième partie, titre IV). Mais dans les faits, ses travaux resteront ponctuels et ne toucheront pas le cœur des politiques publiques (CTC 2010).

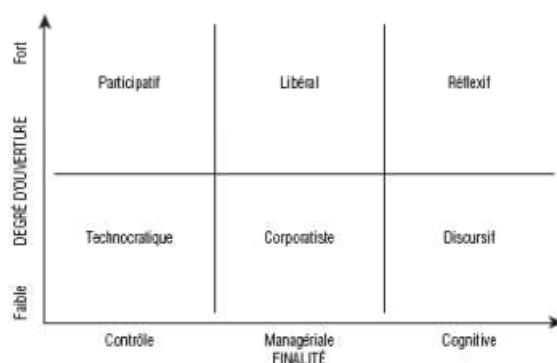
Dans le prolongement de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire, qui inscrivait l'évaluation participative comme principe, la loi organique n°2001-692 relative aux lois de finances (LOLF) débouche en France métropolitaine sur une réforme complète de la place de l'évaluation dans l'exercice du pouvoir. Elle consacre le passage d'une logique de moyens à une logique d'objectifs et de résultats. En Nouvelle-Calédonie, l'Etat insiste dès lors pour que les négociations des contrats de plans s'appuient sur un jugement *ex ante* et *ex post*, et sur des fiches programmatiques confrontées à des moyens clairement identifiés. Conjointement, en province Nord en particulier, les institutions se sont alors stabilisées ; les politiques commencent à se sentir redevables de l'action publique et à éprouver le besoin d'une rationalisation de leurs pratiques (Sourisseau et al 2008). La conjonction de ces mouvements fait que les administrations provinciales commencent à adopter une réelle logique d'évaluation.

APERÇUS SUR LA NATURE DE L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Conjointement à l'émergence d'une institutionnalisation et d'une systématisation des pratiques d'évaluation, les conceptions de l'évaluation ont évolué et ses méthodes se sont affinées. Monnier et Duran (1992), retiennent trois conceptions de l'évaluation. La conception « gestionnaire » met en avant le quantitatif et d'éventuels schémas de causalité, insiste sur la rigueur de l'utilisation des moyens, pour l'inscrire dans sa dimension politique. La conception « démocratique » insiste au contraire sur la responsabilité de l'Etat (ou des collectivités) vis-à-vis des citoyens, et sur le besoin qu'il a de rendre des comptes. Enfin, la conception « pluraliste », compromis en les deux premières, entend donner un caractère normatif et méthodologiquement stable aux regards portés sur la dimension politique de l'action publique.

Dans le même ordre d'idée, Jacob (2005) définit six idéaux-types de dispositifs institutionnels d'évaluation, fonction de leur finalité, qu'il croise avec leur degré d'ouverture.

Figure 2 : Schéma des dispositifs institutionnels d'évaluation



De dispositifs au départ essentiellement technocratiques, l'ajustement des besoins de gestion et de planification des Etats et des collectivités, conjugué à la multiplication des prises de parole citoyennes et à l'institutionnalisation de leurs formes d'organisation, a conduit à une diversification foisonnante des pratiques d'évaluation.

Outre les dispositifs, il est schématiquement admis de distinguer différentes méthodes d'évaluation des politiques publiques : *ex ante*, « embarquée », *ex post*, quasi-expérimentation et évaluation randomisée⁶ (Rouaud et Sulzer 2011, Jacob 2010). Selon les différentes options possibles, six principaux critères permettent de juger d'une politique : la cohérence, l'atteinte des objectifs, l'efficacité (les effets sont-ils conformes aux objectifs affichés ?), l'efficience (les effets sont-ils à la mesure des sommes dépensées ?), l'impact (ou les conséquences globales pour la société), et la pertinence (en réponse à un problème identifié). Mais dans bien des cas le faible degré de formalisation des politiques et de leurs objectifs, ainsi que la qualité des systèmes d'information limitent les possibilités techniques de l'évaluation.

En Nouvelle-Calédonie, et en particulier en province Nord, la quasi absence d'évaluation⁷ jusqu'au début des années 2000 a dans un premier temps laissé place à des dispositifs essentiellement tournés vers le contrôle, dans une logique d'évaluation *ex ante*.

LA CONSTRUCTION PARTAGÉE DE L'ÉVALUATION DU CODEV-PN

Dans ce paysage de l'évaluation, la demande faite pour le CODEV relève plutôt, dans la typologie de Jacob (2005), d'une finalité cognitive, avec une volonté d'une ouverture progressive vers le réflexif. Elle ne porte pas sur les procédures administratives et financières du dispositif et, en l'absence d'objectifs chiffrés initiaux, n'est pas raisonnée en termes d'efficacité et d'efficience, mais plutôt comme une exploration de toute la gamme des impacts et effets produits. La province entendait en effet contextualiser l'évaluation, de façon à ce qu'elle renseigne certes sur l'utilisation des fonds dépensés⁸, les publics touchés et les richesses produites, mais surtout pour qu'elle juge de la contribution du CODEV aux orientations politiques des accords (énoncées uniquement de manière qualitative), notamment en termes de rééquilibrage en faveur du Nord et de recherche d'une communauté de destin respectueuse des identités plurielles de la province.

Au lieu de faire appel à des bureaux d'études spécialisés, la province a sollicité la recherche. A ce titre nous avons été associés à l'ensemble des travaux depuis la définition des termes de référence jusqu'à la mobilisation des résultats dans le débat local, en passant par des enquêtes directes auprès de « promoteurs » et le traitement des données recueillies. Le contexte d'un pays en devenir - et donc en pleine réflexion sur son modèle de développement -, combiné à notre position privilégiée en

⁶ Pour les deux dernières il s'agit d'évaluations *a posteriori*, qui comparent une population de bénéficiaires à une population de non-bénéficiaires. Pour les évaluations randomisées, bénéficiaires et non bénéficiaires sont issus d'une même population éligible, ce qui permet de juger plus précisément de la part du dispositif dans les changements et autorise des interprétations causales.

⁷ Quelques rares rapports, ponctuels et faiblement institutionnalisés, relevaient d'une logique très administrative, généralement sur des standards métropolitains déconnectés des réalités économiques et politiques locales. Ces rapports étaient surtout destinés à fournir des éléments dans la négociation du rôle respectif de la France et des autorités locales à l'occasion des évolutions statutaires.

⁸ Il s'agissait bien d'une demande clairement exprimée par la CTC de la Nouvelle-Calédonie (CTC 2010).

interaction avec les décideurs locaux, délimite ainsi une étude de cas particulièrement illustrative des perspectives de mesure du développement local par l'évaluation de ses politiques.

La méthodologie utilisée a été mise au point et décidée dans le cadre de diverses réunions entre évaluateurs et agents de la Province. Elle tente de concilier représentation statistique et analyse qualitative. Elle a été dès le départ centrée sur des enquêtes auprès des bénéficiaires pour toute la période concernée (soit 20 années) Elle repose sur une utilisation combinée de plusieurs outils, chacun d'eux fournissant un éclairage spécifique sur la politique du CODEV, sa mise en œuvre et sur ses effets. Une analyse des informations contenues dans la base de données provinciale de suivi du dispositif, permettant un recadrage d'ensemble à partir des caractéristiques de tous les projets, a d'abord été effectuée. Ensuite, une enquête par questionnaire, portant sur 435 projets tirés au sort (soit plus de 10% de l'ensemble des projets). Cette enquête a été complétée par une série d'entretiens semi directifs portant sur 17 promoteurs (porteurs de projet bénéficiaires d'une subvention du CODEV) emblématiques de réussites ou échecs, puis par des interviews auprès de 24 acteurs du dispositif (personnel administratif, technique et politique).

L'échantillonnage a été fait sur la base d'une double stratification pour prendre en compte les conditions politiques et administratives de la mise en œuvre du Code. Les deux paramètres discriminants retenus sont la période et le type de projet⁹. Il s'agit de disposer d'une réelle représentativité statistique (assurée par le tirage au sort) et de se caler sur la réalité du contexte politique et administratif. Par ailleurs, comme certains promoteurs ont bénéficié de plusieurs projets espacés dans le temps, il a été décidé de prendre en compte pour l'évaluation l'ensemble des projets du promoteur financés par le CODEV.

L'analyse historique des politiques menées nous a conduits à distinguer deux périodes : 1989-2003 et 2004-2008. La seconde période correspondant à la mise en œuvre du PAE (cf. supra). Le type de projets constitue l'autre choix pour structurer l'échantillon. En effet dès le départ – et cela ne sera pas remis en cause avec les ajustements de 2004 - les publics « *très diversement insérés dans les circuits économiques marchands* » font partie des cibles stratégiques du Code. Les types de projets correspondent à des montants croissant de subvention selon qu'il s'agit de projets destinés à renforcer la dimension non marchande de certaines activités (essentiellement la production agricole à des fins d'autoconsommation) ou de projets destinés à une insertion plus formelle dans les circuits économiques marchands. Puisque les effets visés par les projets n'étaient pas uniquement économiques mais bien sociaux pour s'adapter aux attentes des bénéficiaires, l'évaluation se devait de prendre en compte à la fois des critères d'autosuffisance, d'amélioration des conditions de travail et de vie du promoteur et des membres de sa famille, et des critères d'intégration au marché et d'accroissement du revenu monétaire.

Le questionnaire principal adressé aux promoteurs, renseignait en premier lieu sur la situation socio-économique de l'ensemble de leur ménage, y compris son degré de dépendance aux aides sociales. Les différentes activités exercées par le promoteur étaient identifiées, de façon à appréhender la complexité des systèmes d'activités, des revenus et du niveau d'intégration au marché. Le projet CODEV était ensuite décrit : sa forme initiale, ses éventuelles évolutions et l'état effectif de

⁹ Cette stratification a été débattue et arrêtée dans le cadre du Comité de pilotage de l'étude.

l'investissement au moment de l'enquête. Le promoteur (ou un descendant) était ensuite interrogé sur les effets de l'activité soutenue par la subvention CODEV. Une première série de questions concernait les revenus et produits d'autoconsommation supplémentaires, caractère formalisé de l'activité, création éventuelle d'emplois, pérennité du projet, et capacité à renouveler les équipements, etc. Puis des questions s'intéressaient plus précisément à l'impact du projet sur le travail du promoteur, sa pénibilité et sa répartition entre les différentes activités, sur le lieu de résidence, sur l'environnement social et le bien-être des ménages, y compris en termes de niveau d'éducation et de formation mais aussi, ce qui est certainement plus rare dans les évaluations, sur l'impact du projet sur les relations sociales du promoteur avec ses voisins et sa communauté.

Croisant visions normative et stratégique, entre quantitatif et qualitatif, l'évaluation permet de rendre compte de l'utilisation de l'argent public et de fournir des résultats reliés aux perceptions des acteurs. Par ailleurs, en confiant le travail à un institut de recherche local et non pas un bureau externe, la province entend favoriser la capitalisation des connaissances ; en étant conduite et adaptée en continu avec une implication forte des acteurs locaux, l'évaluation produit des connaissances centrées sur les dynamiques économiques et sociales des ménages concernés.

QUELQUES RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION (GAILLARD ET AL 2011)

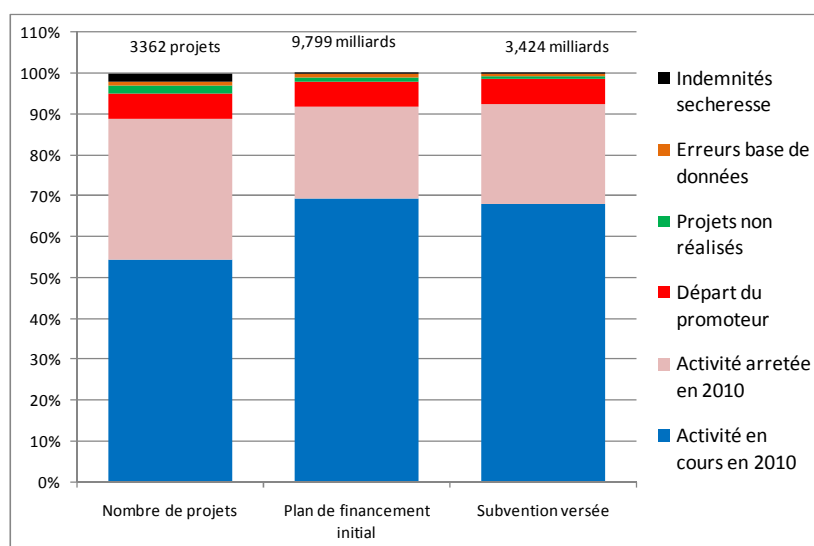
Si les indicateurs choisis sont classiques (investissement, revenus, emplois,...), la manière dont ils sont appréhendés et la signification qu'ils revêtent pour les populations et les gestionnaires techniques et politiques du dispositif nous semblent aussi importantes que leur valeur mesurée.

Mesurer le développement par l'inscription dans la durée

En conjuguant les informations de la base de données de suivi du CODEV et les résultats de l'évaluation nous avons pu donner une appréciation de la situation en 2010 de l'ensemble des projets subventionnés pour les 20 années du CODEV. La durée dans le temps des projets financée est un critère important d'appréciation pour les politiques, partagés entre impact économique de court terme et durabilité sociale. Il a été choisi de globaliser l'ensemble de l'action du CODEV pour les 20 années sans introduire de calculs d'actualisation qui, s'ils donnent une représentation plus « juste » de l'importance des montants distribués, génèrent des différences avec les montants en francs ou euros courants, qui sont dans la mémoire des élus.

La situation actuelle de tous les projets financés en fonction des fonds distribués est un élément important dans l'appréciation globale des politiques d'aide (cf. figure 3). En moyenne, en 2010, plus de la moitié (55%) du nombre total des projets financés sont encore en activité, ce qui correspond à 71% des montants totaux des subventions versées au cours des vingt années d'existence du CODEV. Si ce taux est logiquement plus fort (70%) pour les projets financés entre 2004 et 2008, il reste élevé (43%) pour des projets financés entre 1989 et 2003, alors que durant cette première période du CODEV, un grand nombre de projets a concerné des initiatives de type développement des jardins vivriers. Par ailleurs, un projet arrêté en 2010 ne correspond pas nécessairement à un échec car il peut avoir atteint les objectifs visés par le promoteur.

Figure 3 : Situation en 2010 des 3 362 projets CODEV évalués (en francs CFP)¹⁰



Cette inscription dans la durée peut également s'appréhender par les niveaux élevés de remboursement des emprunts¹¹, qu'ils soient réalisés pour financer l'apport personnel (seulement 20% des cas) ou compléter l'investissement. Dans 81% des cas, l'activité objet du projet permet de rembourser les emprunts et est associée dans seulement 11% des cas à une autre source de revenu monétaire, souvent du salariat. Il est intéressant de relever ici qu'entre la première période (1989-2003) et la seconde (2004-2008), les emprunts des projets à vocation non marchande passent d'un remboursement à 67% par d'autres ressources financières (retraite, salariat) à un remboursement intégral grâce à l'activité subventionnée, pourtant censée être « sociale » (et donc a priori non économique¹²). Il faut constater aussi que dans les autres catégories de projets les prêts ne sont pas totalement remboursés par l'activité subventionnée (entre 71 et 84% seulement). Enfin, pour 72 % des projets et 80% des subventions versées, les matériels et équipements acquis grâce à des aides CODEV sont toujours fonctionnels.

Même en l'absence de comparaison, mais dans un monde où les comportements des agents économiques sont de plus en plus guidés par le spéculatif, ce type de résultat a un intérêt certain car il permet d'apprécier la rémanence des activités financées. Celle-ci contraste avec la réputation du CODEV de ne pas encourager la pérennité des activités en favorisant l'assistanat. Sur la longue période l'évaluation permet ainsi de « rétablir » une image plus objective de l'impact des mesures.

Mesurer pour changer le regard

Le premier des résultats de l'évaluation est certainement de changer le regard des acteurs directs du dispositif (gestionnaires et bénéficiaires) et de la population calédonienne sur les politiques

¹⁰ 1 euro = 119 francs CFP. Les indemnités sécheresse ont été maintenues dans les statistiques mais sont une compensation ne relevant du développement ; elles n'ont pas été intégrées à l'analyse.

¹¹ Les emprunts en 2010 sont remboursés aux trois quarts, le reste étant encore en cours et aucun emprunt n'a été abandonné avant d'être remboursé (sur la période 1989-2010). Une telle performance ferait rêver n'importe quel gestionnaire de projet de micro finance !

¹² On notera au passage le caractère peu opératoire de ces catégories « social » et « économique » tant les deux dimensions apparaissent ici – comme ailleurs – si fortement imbriquées.

publiques, et sur le CODEV en particulier. Dispositif public dans une « économie assistée » (Freyss 1995), le CODEV avant l'évaluation représente l'archétype de la subvention publique, avec tout ce que ce terme peut comporter de charges négatives, d'autant plus en phase de décolonisation (clientélisme, rentes de situation, etc.). Les chiffres produits dans le cadre de cette évaluation ne vont pas dans ce sens, au contraire, même s'ils pointent à certaines périodes quelques dérives. Deux exemples sont présentés ici : l'impact des subventions sur l'investissement privé et sur les bénéficiaires des subventions.

Contrairement aux propos souvent énoncés par ses détracteurs, le CODEV n'est pas un distributeur d'aide sociale mais bel et bien un outil pour stimuler l'investissement productif. Le CODEV a ainsi permis de mobiliser à des fins d'investissement des fonds privés complémentaires – certes variables selon les secteurs – mais représentant une réelle richesse investie sur des activités ancrées sur le territoire provincial. Ainsi pour un euro de subvention, 1,5 euros complémentaires sont investis par le secteur privé marchand ou associatif¹³. En moyenne, pour l'ensemble des projets tous secteurs confondus, la composition de l'investissement est stable : autour de 40% de subvention, 34% d'emprunt et 26% d'apport personnel.

Alors que la mise en place du CODEV traduit la prise de pouvoir d'un exécutif indépendantiste dans un contexte post crise de 1988, la volonté est de proposer un Code ouvert à toute personne résidant sur le territoire de la province Nord. L'évaluation démontre clairement le CODEV a touché une grande diversité de publics – dont ceux historiquement exclus des sphères économiques formelles, sinon marginalisés ou relégués – et n'a pas oublié le monde caldoche, notamment en montants de subvention alloués. Cette diversité des publics visés correspond bien à une diversité des attentes en termes de développement.

De qui mesure-t-on le développement ?

Au cours des vingt dernières années, le CODEV a financé environ 2 300 ménages résidant quasiment tous dans la province aujourd'hui, soit une population actuelle de plus de 10 000 personnes correspondant à 23% de la population de la province de 2009. Les soutiens à l'investissement atteignent près de 16,8 millions € courants, soit en moyenne 7 150 € par ménage et près de 1 600 € par personne. Comme ces versements ont été effectués sur vingt ans, cela représente des versements de l'ordre de 85 € par personne et par an. Ces fonds étant destinés à soutenir l'investissement réalisé par des acteurs privés, ces aides ont donc été injectées dans les circuits économiques, bénéficiant aussi aux opérateurs impliqués dans la réalisation des équipements.

Les promoteurs aidés sont à 70% des hommes dont l'âge moyen au premier projet est de 39 ans et environ les trois quarts (73%) des promoteurs habitent en tribu. Cette proportion des bénéficiaires du CODEV qui résident en tribu est nettement supérieure à la proportion moyenne sur l'ensemble de la province en 2009 (64%), mais en termes de montant versé, les ménages en tribus ne captent que 42% des subventions. Si le CODEV a touché proportionnellement un peu plus les ménages vivants en tribu, le montant des aides versées a plus bénéficié aux autres ménages.

¹³ En moyenne, sur la durée du CODEV, 1 € investis par la province ont généré un investissement privé complémentaire réel de 1,5 €. Cet effet multiplicateur réel varie peu selon les périodes (1989-2003 vs 2004-2008) ; il varie plutôt selon les secteurs d'activité.

Si le CODEV tend à privilégier un public relativement jeune - la moitié des promoteurs a moins de 40 ans lors de l'obtention du premier projet - ce dispositif n'exclut pas des populations plus âgées : les promoteurs de plus de 50 ans sont près de 20% et environ 7% des promoteurs ont plus de 60 ans. Ceux-ci sont concernés pour plus des deux tiers d'entre eux par des projets agricoles. L'objectif du CODEV d'aider les ménages dans leur stratégie propre de mode de vie, y compris d'autosuffisance, trouve ici une certaine résonance.

A travers le Code – et en l'absence d'outils de pilotage – l'exécutif de la province a donc touché un public très significatif au regard de la population totale de la province, ce public est resté stable géographiquement¹⁴ et s'il demeure majoritairement en tribu une part non négligeable des aides a soutenu des initiatives « hors tribu ». Par ailleurs, en tribu comme hors tribu, ces aides ont concerné des unités domestiques ou des ménages de taille réduite, ce qui éloigne radicalement des représentations « communautaristes ou collectives » souvent véhiculées sur les populations kanak.

L'impact de ces investissements peut aussi s'appréhender à travers la capacité à développer l'autonomie économique des ménages, par les emplois créés en plus du travail du promoteur et par les revenus complémentaires générés.

Emplois et revenus

Les effets sur l'emploi ont été appréhendés à travers d'une part la consolidation des activités des promoteurs eux-mêmes et d'autre part la création d'emplois temporaires ou permanents concernant la sphère familiale ou au-delà.

Sur les 2 720 promoteurs aidés sur l'ensemble de la période, 2 362 ont reçu une aide qui leur a permis de sécuriser ou renforcer une de leurs activités ; en 2010, ils sont 1 685 à exercer encore au moins une activité qui a reçu une aide financière du CODEV. Les créations d'emplois en plus de celui du promoteur sont relativement nombreuses et témoignent de l'effet multiplicateur du CODEV. Ainsi les emplois créés (hors emploi promoteur) par les projets encore actifs en 2010, représentent un total de 1 770 emplois équivalents temps plein (ETP), tous exercés en province Nord. Un peu plus de la moitié (904) de ces ETP 2010 sont occupés par des membres de la famille, dont 233 sont très faiblement rémunérés. Au final, le CODEV aurait généré 1 137 ETP 2010 rémunérés selon les normes salariales en vigueur, c'est-à-dire à un niveau au moins égal au SMIG. Cela correspond, en 2010, à des versements d'un peu plus de 14,25 millions € de salaires.

Selon les promoteurs, 48% des projets auraient permis une augmentation de leurs revenus. Ce taux peut apparaître relativement faible, mais il faut rappeler que certaines catégories de projets ont pour première finalité le seul renforcement de la production agricole pour améliorer la consommation familiale. Les montants obtenus par enquête extrapolés à l'ensemble des projets et à l'ensemble de la période, indiquent que le CODEV aurait permis à plus de 1 500 projets de générer 72 millions € de valeur ajoutée (valeur 2010) cumulés sur 20 ans, soit 2,5 fois le montant total des subventions

¹⁴ Peu de migrations vers la province Sud, peu de « perdus de vue »...

versées¹⁵. Les données n'indiquent pas de différence significative entre les deux périodes. Les orientations pour une plus grande intégration économique depuis 2003 ne se traduisent pas encore de manière tangible par des gains de revenus significativement plus importants et, surtout, les réponses en termes d'intégration économique ont été rapides, alors même que l'on présupposait un poids du culturel devant les limiter.

Conditions et modes de vie

Plus de la moitié des projets mis en œuvre (56%) jouent un rôle important dans la consommation alimentaire des ménages, signe à la fois des besoins de développement, mais aussi de la légitimité à accompagner le non marchand. Cette dernière remarque reste d'actualité car à partir de 2004 les projets à vocation sociale semblent jouer un rôle de plus en plus significatif dans l'amélioration de l'alimentation des ménages. L'évaluation révèle la permanence d'une hybridation entre logiques marchandes et alimentaires, en particulier dans les fonctions assignées aux activités d'agriculture et de pêche.

Le bien-être des ménages est amélioré dans plus de la moitié des projets¹⁶, cumulant 65% des plans de financement et 64% des subventions versées. L'évolution concerne différents domaines (régime alimentaire, pénibilité du travail, choix de la résidence, équipement électroménager, mobilité, financement du permis de conduire ou d'études, etc.), et dans la très grande majorité des cas les effets se font sentir dans plusieurs domaines¹⁷. Contrairement aux résultats concernant la consommation alimentaire, les projets de la première période ont eu globalement plus d'impact sur le bien-être que ceux de la deuxième période. Les opportunités de revenu étaient moindres jusqu'en 2003 et le niveau de développement très faible. Il était important pour la puissance publique de palier, à travers le CODEV et ses leviers sociaux, un développement économique encore hésitant.

Dans une approche plus territoriale du développement local, l'évolution mesurée de l'origine des approvisionnements en matériels et équipements acquis par les projets CODEV est un bon indicateur du développement du tissu économique en province Nord. Plus de la moitié des projets impliquent des relations renouvelées et améliorées avec les marchés de proximité et les colporteurs. Il en va de même pour la connexion avec les fournisseurs et avec les clients des projets. Les projets de faible envergure favorisent localement les circuits courts et ont donc un effet d'entraînement en termes d'activité. Indéniablement le CODEV participe au dynamisme marchand de la province et, par contre-coup, à maintenir des espaces de vie et d'échange dans les zones les plus enclavées.

Éléments de synthèse sur les résultats de l'évaluation

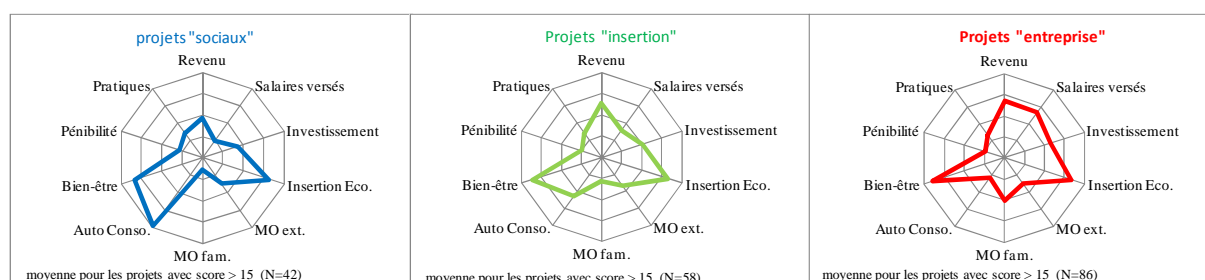
Pour synthétiser nous avons construit une variable (un score) qui rend compte du résultat global d'un projet. Les graphiques de la figure 4 ci-dessous présentent la distribution des paramètres explicatifs de cette réussite par type de projets.

¹⁵ Ce ratio s'élève à plus de 4 pour les « petits » projets de la première période (1989-2003).

¹⁶ Et ce quel que soit le type de projet.

¹⁷ Chaque domaine faisait l'objet d'une partie du questionnaire, qui croisait question fermées et possibilité pour le promoteur de commenter et d'explicitier les différentes dimensions du bien-être.

Figure 4 : Aperçu synthétique des scores de chaque type de projets¹⁸



Les résultats valident globalement les caractères spécifiques de chaque type de projets, tout en confirmant les phénomènes d'hybridation déjà soulignés. Ainsi les projets à vocation d'insertion et d'entreprise, sont aussi perçus comme améliorant fortement le bien-être, ce que l'on attendait surtout de la part des projets à vocation « sociale ». De même, les projets à vocation non économique au départ sont *in fine* créateurs d'emploi et d'investissement, et majoritairement générateurs de revenus, même si ceux-ci restent bien entendu limités en valeur, parce qu'ils ne sont pas le levier de cette partie du dispositif. En revanche, la pénibilité du travail et l'innovation par changement de pratiques sont peu explicatives du score. Il est enfin remarquable que tous les projets, y compris ceux à vocation sociale ou d'entreprise, sont perçus comme améliorant l'insertion économique des promoteurs.

Ces résultats semblent pouvoir être mis au crédit d'une politique de développement qui laisse ouvert le choix des options entre marché et échange non marchand domestique. Ce modèle, que l'on pourrait qualifier de « cohabitationniste », vise à donner à chacun la possibilité d'être accompagné quel que soit son choix, entre l'insertion économique via une activité marchande et un « mode de vie » plus autonome, en retrait par rapport aux exigences de performance que requiert une trajectoire marchande. Par suite, c'est bien à cette aune que le développement doit être mesuré.

DISCUSSION

Le dispositif et les quelques résultats présentés ci-dessus valident notre hypothèse : le cadre méthodologique, élaboré en partenariat étroit avec les élus, les cadres de l'administration et les techniciens¹⁹, et les résultats de l'évaluation, contribuent bien à une mesure contextualisée du développement au niveau local, en renseignant tout à la fois les choix spécifiques de développement et la capacité des politiques mises en œuvre à y répondre.

La méthode

Une telle évaluation a dû composer avec des éléments très contingents, liés aux conditions historiques et institutionnelles de la mise en place du CODEV. Des objectifs de développement

¹⁸ Un « score » entre 0 et 50 est donné à chaque projet, agréant des sous-scores construits à partir de 13 variables : 10 points qualifient la durée du projet (1 variable), 20 points qualifient les effets économiques du projet (7 variables) et 20 points qualifient les effets sociaux des projets (5 variables). Les graphiques, par souci de simplification, représentent, pour les projets présentant un score au moins égal à 15, la contribution relative de 10 de ces variables à la valeur du score global.

¹⁹ Les cadres et élus ne se sont jamais positionnés sur une relation formelle de type client - prestataire.

économiques sont bien affichés par la province et le CODEV, de même que le comité de pilotage de l'évaluation s'y réfèrent. Ces objectifs ne sont pas quantifiés (du moins jusqu'en 2008), et il n'existe pas de dispositif de suivi évaluation spécifique du CODEV²⁰. Le comité de pilotage a donc plutôt privilégié, sous la forme d'échanges avec l'équipe d'évaluation, la compréhension des réalités des promoteurs et la qualification des grandeurs à estimer ou à mesurer. Ensuite, la durée de la période évaluée, 20 ans, est l'autre caractéristique contingente forte. Le comité a d'ailleurs beaucoup insisté sur la manière dont le CODEV se devait de traduire les options politiques des assemblées successives.

Faire face à ces contingences, qui renvoient plus fondamentalement aux difficultés de toute mesure du développement, a conduit l'équipe à proposer une analyse rétrospective faisant appel à la mémoire des promoteurs, notamment pour le questionnaire quantitatif, afin d'estimer les effets des projets soutenus par le Code. Là encore, contingence oblige, nous avons des ordres de grandeur davantage que des données précises, l'idée étant par ces estimations de qualifier les effets²¹.

Conjointement, la place laissée à l'expression libre dans les entretiens réalisés, a permis de donner des visages et d'illustrer de manière concrète les trajectoires personnelles, humaines qui se cachent derrière les catégories administratives et les grandeurs socio économiques à estimer. Pour les cadres et les techniciens de l'administration, cette composante qualitative était certainement un moyen de rendre les choses plus humaines, de bien souligner que le développement n'est pas qu'une notion, un concept mais repose « sur des gens » qui ont des aspirations, des besoins, des ambitions, des espoirs ou des difficultés...

Les résultats

L'évaluation a permis de juger de la réalité de la mise en œuvre des choix de développement de la province. Les résultats valident en particulier le choix de promouvoir les conditions d'un développement économique, qui laisse aux citoyens la décision quant à leur degré d'insertion au marché.

L'évaluation montre aussi la force et les effets multiples d'un dispositif visant une large gamme d'objectifs dans différents secteurs, quand dans la plupart des cas, ces objectifs sont fragmentés dans des politiques sectorielles. Cette intégration offre un aperçu de ce que pourrait être une mesure globale du développement.

Les résultats synthétiques multidimensionnels de l'évaluation du CODEV permettent enfin de rendre compte des hybridations permanentes entre marchand et non marchand (Groupe Polanyi 2008). En Nouvelle-Calédonie, la prise en compte des productions non marchandes dans l'économie est une préoccupation de l'ISEE (Institut de la Statistique et des Etudes Economiques) qui en montre toute l'importance (ISEE 2008). Cette question renvoie au débat largement engagé dans le cadre de la Commission Sen-Stiglitz-Fitoussi sur la mesure du bien-être.

²⁰ La Chambre Territoriale des Comptes, dans ses différents rapports, notamment en 2008 et 2010, insiste sur la faiblesse du suivi-évaluation d'un dispositif aussi important (CTC 2010).

²¹ Estimer que les revenus annuels sont de 80 000, 90 000 ou 100 000 est moins important que de savoir que ce revenu n'est pas de 10 000.

L'interprétation des résultats

L'évaluation repose sur des catégories somme toute classiques en économie (investissement, emploi, revenu, etc.), ainsi que sur des indicateurs qualitatifs largement utilisés aujourd'hui (pénibilité, autoconsommation, résidence, etc.) ; en cela son originalité est limitée. En revanche, plus originale est la manière dont ces grandeurs sont mobilisées pour rendre compte des effets²² des différents types de projets entre le « non marchand » et « l'entreprise ». Par rapport à des projets d'investissement classiques, qui partent d'un constat de manque, d'un besoin de correction nécessaire ou d'une justification économique, l'approche originale de la province consiste à ne pas « dire à la place des gens » les projets à conduire ; seul le format a été fixé. Une telle posture, reposant sur une conception substantiviste de l'économie et du rôle des acteurs dans la construction de leur mode de vie et de création de richesse, n'est pas fréquente tant la normativité et le déterminisme semblent prévaloir dans les approches usuelles du développement. Dans la logique de l'exécutif de la province, laisser ouverts ces choix est complémentaire d'autres options – les projets structurants – qui eux ne font pas appel à la même rationalité ni aux mêmes principes d'action.

La mise en perspective de nos résultats avec ceux du récent bilan de l'accord de Nouméa²³, est éloquent quant à l'originalité de la méthode et à ses implications en termes de représentation et de mesure du développement. Ce bilan évalue une par une les 38 dispositions de l'accord à l'aune de leur effectivité, puis de leur impact sur l'émancipation et le rééquilibrage. Pour le développement économique, tout en reconnaissant et en précisant la polysémie de la notion de rééquilibrage, le bilan, s'appuyant sur les indicateurs d'équipement des ménages, d'accès à l'éducation et aux soins, et d'infrastructures de base et d'investissements clé (notamment l'usine du Nord), note un rattrapage important du Nord et des Iles. Cependant, s'appuyant sur l'écart persistant des PIB provinciaux en faveur du Sud, mis en regard du montant des transferts financiers favorables au Nord, le bilan conclut à une absence de rattrapage économique, à un rééquilibrage économique lent et mal assuré et à la faible intégration du monde kanak dans une dynamique de marché. Ces conclusions s'affranchissent du passé, de l'état de sous-développement initial du Nord et de la persistance d'un centralisme nouméen qui continue de fausser le rééquilibrage²⁴. Surtout, les indicateurs choisis et leur interprétation ne peuvent pas mesurer le chemin réellement parcouru et la construction sous-jacente d'une représentation originale du développement, valorisant les hybridations entre marché et identité, tenant compte d'un rapport particulier à l'argent, de l'entretien des réseaux sociaux et des territoires. Il nous semble que l'évaluation du CODEV propose un regard bien différent et plus contextualisé sur les dynamiques à l'œuvre²⁵.

²² Si l'équipe partage les options de la « méthode des effets » (Chervel 1992) et que ses principes nous ont inspiré pour concevoir l'évaluation du CODEV, il n'était pas question de la mobiliser en tant que telle. Le contexte de mise en œuvre du Code et les données disponibles ne permettent pas de calculer des répartitions de valeur ajoutée, ni d'apprécier les effets induits sur l'économie.

²³ Ce bilan, présenté en décembre 2011 à Nouméa, est en cours de publication.

²⁴ Il est déjà surprenant que les écarts ne soient pas creusés plus et l'on peut imaginer ce que cela aurait pu être sans la politique volontariste d'allocation des transferts vers les Nord et les Iles de ces 20 dernières années.

²⁵ L'évaluation ne gomme pas non plus les limites du modèle provincial et ses méthodes permettent aussi de les qualifier. Ainsi, à partir de l'ensemble de la base de données CODEV, nous avons mis en lumière un risque de déséquilibre interne à la province, dont les implications sont analysées dans le rapport d'étude.

Limites et perspectives

La première limite concerne le manque de relevé de données au cours d'un exercice qui s'étend sur vingt ans avec la production d'estimations davantage que de mesure. Ensuite par rapport à des exercices d'évaluation économique plus complets, nous n'étions pas en mesure de travailler sur les effets induits ou sur les effets de liaison (Hirschman 1986) ce qui conduit à sous estimer les effets du dispositif.

Les questions environnementales sont également absentes de cette évaluation du fait des conditions de la genèse du dispositif et des (toujours) faibles pressions sur les ressources naturelles ; les nouvelles orientations de la province à partir de 2008 en faveur des questions environnementales impliqueront de développer des outils et indicateurs adaptés.

La question de savoir si le dispositif CODEV est lui-même un révélateur de dynamiques préexistantes ou bien s'il en suscite de nouvelles rejoint ce questionnement qui ne peut être abordé qu'avec un dispositif d'évaluation plus complexe. Il faudrait alors peut être le raisonner dans un cadre élargi qui intègre l'ensemble des dispositifs incitatifs actuellement à l'œuvre et pas uniquement le CODEV. En effet, en même temps que se déroulait la mise en œuvre du Code, le paysage de l'appui aux initiatives économiques en province Nord s'est considérablement enrichi au plan sectoriel comme dans les outils financiers à la disposition des « promoteurs » ou des investisseurs. Cette nouvelle « donne » des dispositifs d'appui aux initiatives économiques suppose aussi de raisonner en parallèle les outils d'un suivi évaluation sur des pas de temps plus appropriés au pilotage.

À travers ce travail de mise à plat et d'évaluation du dispositif avec les acteurs directement impliqués, c'est bien la « théorie » du changement social sous-jacente à la politique provinciale qui est mise en lumière et qualifiée (Monnier et Duran 1992). En ce sens, ce type d'évaluation offre une mesure (parmi d'autres possibles) du développement et pourrait contribuer, dans bien d'autres contextes, à alimenter la réflexion globale sur l'appréhension du bien-être.

Bibliographie

Assemblée de la province Nord (2003). Code de développement de la province Nord (CODEV-PN). Séance publique du 18 décembre 2003. 28 p.

Bensa A., Freyss J. (1994). La société kanak est-elle soluble dans l'argent... ? Terrain, 23, pp. 11-26.

Bouard S., (2011). Les politiques de développement à l'épreuve de la territorialisation. Changements et stabilités dans une situation de décolonisation négociée, la province Nord de la Nouvelle-Calédonie. Thèse de doctorat en géographie, Université Paul Valéry Montpellier III, école doctorale Territoires, Temps, Sociétés et Développement.

Cerom, (2008). Les défis de la croissance calédonienne. Nouméa, Cerom, IEOM, ISEE, AFD.

Chambre Territoriale des Comptes de Nouvelle-Calédonie (2010). Rapport d'observations définitives concernant l'aide au développement économique de la province Nord. Nouméa, CTCNC, ROD 10/01/NC du 14 janvier 2010.

Chervel M. (1992). La méthode des effets 30 ans après. *Revue Tiers Monde* t. XXXIII, n°132.

Demmer C. (2010). Nouveaux enjeux fonciers et évolution du nationalisme kanak après l'accord de Nouméa, Nouvelle-Calédonie. Un éclairage sur des projets de société successifs, in: J.-P. Jacob and P.-Y. Le Meur, (dir.), *Politique de la terre et de l'appartenance. Droits fonciers et citoyenneté locale dans les sociétés du Sud.*, Karthala, Paris, pp. 375-402.

Escobar, A., (1995) *Encountering development : The making and unmaking of the Third World*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey.

Fetterman D.M., Kaftarian S., Wandersman A. (Eds) (1996). *Empowerment evaluation knowledge and tools for self-assessment and accountability*. SAGE, London.

Freyss J. (1995). *Économie assistée et changement social en Nouvelle-Calédonie*. Paris, Presses Universitaires de France.

Gaillard C., Bélières JF., Bosc PM., Sourisseau JM., Passouant M. (2011). *Evaluation du Code de Développement (CODEV), Province Nord de la Nouvelle-Calédonie*. IAC, 333 p.

Grochain S., Poithily D., Sourisseau JM. À paraître. De l'anticipation à la pratique, la gestion économique et sociale de la métallurgie à l'épreuve des faits. L'exemple de la province Nord de la Nouvelle-Calédonie. Actes de la conférence internationale « Exploitation et politique minières dans le Pacifique Histoire, enjeux et perspectives », Nouméa (Nouvelle-Calédonie), 22-25 novembre 2011.

Groupe Polanyi (2008). *La multifonctionnalité de l'agriculture, une dialectique entre marché et identité*. Editions Quae, Collection Synthèses, Paris, 349 p.

Hirschman A. O. (1986). *Vers une économie politique élargie*. Les éditions de Minuit, Paris. 112 p.

ISEE (2008). *Enquête Budget Consommation des Ménages*. Nouméa, Nouvelle-Calédonie. [En ligne], <http://www.isee.nc/bcm/bcmresultats.html>

Jacob S. (2005). Réflexion autour d'une typologie des dispositifs institutionnels d'évaluation. *Canadian Journal of Program Evaluation*, Vol. 20 N° 2, pp. 49–68.

Jacob S. (2010). « Evaluation », dans *Dictionnaire des politiques publiques*, Boussaguet L., Jacquot S., Ravinet P. (dir.) ; SciencesPo. Les presses, Paris, pp. 257-266.

Latouche, S., (1988) *Contribution à l'histoire du concept de développement*, dans *Pour une histoire du développement : États, sociétés, développement*, Coquery-Vidrovitch, C., et al., (dir.), L'Harmattan, Paris.

Monnier, E., Duran P, (1992). Le développement de l'évaluation en France. Nécessités techniques et exigences politiques. *Revue française de science politique*, n°2, 1992. pp. 235-262.

Monnier, E., Hénard, F., (2000). L'évaluation des politiques publiques dans les collectivités territoriales : exercices imposés et initiatives propres. *Pouvoir Locaux*, novembre 2000.

Patton, M.Q. (1987). *Creative evaluation* (2e éd.). Newbury Park, CA : Sage.

Patton, M.Q. (1997). *Utilization-focused evaluation* (3e éd.). Thousand Oaks, CA : Sage.

Rist, G., (1996) *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Presses universitaires de Sciences Po, Paris.

Rouaud P., Sulzer E. (2011). Les démarches d'évaluation en question. *Bref du Cereq* n°281, janvier 2010, Paris.

Sen A. (2000). *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*. Paris, Odile Jacob poches.

Sourisseau JM., Tyuienon R., Gambey JC., Djama M., Mercoiret MR., Sourisseau E. (2008). *Les sociétés locales face aux défis du développement économique. Province Nord de Nouvelle-Calédonie*. Institut Agronomique néo-Calédonien. Nouméa, éditions Grain de Sable.

Sourisseau JM., Pestaña G. Gaillard C., Bouard S., Mennesson T. (2010). *A la recherche des politiques rurales en Nouvelle-Calédonie. Trajectoires des institutions et représentations locales des enjeux de développement (1853-2004)*. Nouméa, IAC éditions, Etudes et Synthèses. Tabù Editions.

Stufflebeam, D.L. (2001). *Evaluation models, New directions for evaluation*, 89. San Francisco, CA : Jossey-Bass.

Weiss, C.H. (1998). *Evaluation: Methods for studying programs* (2e éd.). Upper Saddle River, NJ : Prentice Hall.